

Misère extrême et intérêts capitalistes,

La tragédie à Mayotte accuse ce système

La catastrophe qui vient de frapper Mayotte a de terribles conséquences. La totalité des bidonvilles ont été détruits. Plusieurs centaines de morts, impossibles aujourd'hui à compter, de très nombreux blessés, la menace de troubles sanitaires et d'épidémies sur une île déjà totalement délaissée. Plus du tiers des 300 000 habitants ont perdu leur logement.

Le cyclone Chido a été particulièrement puissant, mais la catastrophe révèle à quel point la majorité des habitants de Mayotte sont les parias de l'Etat français et de son mépris colonial.

La République « *égale et fraternelle* » leur refuse depuis des décennies les investissements minimum, laissant une grande partie de la population dans le dénuement, sans accès à l'eau potable ou à l'électricité. L'île est sous équipée, tant sur le plan de l'éducation que de la santé et des infrastructures. Par contre, la répression policière ne cesse d'augmenter au nom de la chasse aux clandestins venus de l'archipel des Comores dont Mayotte fait partie.

Une catastrophe qui révèle leur système

Le fraîchement promu 1^{er} ministre Bayrou a annoncé « *mobiliser l'ensemble des moyens* » de l'Etat. Il a envoyé Retailleau flanqué de quelques dizaines de militaires pour assurer l'ordre. Mayotte est en effet une zone stratégique pour les classes dominantes françaises.

2000 militaires français stationnent à Mayotte et à la Réunion voisine pour contrôler les voies commerciales et la région. La population, elle, est vouée à la misère, sans les investissements minimum qui auraient pu sauver des vies. Aujourd'hui le manque d'eau potable prend une dimension aux conséquences encore plus terribles et révoltantes !

La tragédie met un peu plus en évidence l'égoïsme des riches, et leur parasitisme, les conséquences du capitalisme sur l'environnement et les risques climatiques.

Manœuvres politiciennes pour les intérêts capitalistes

La comédie politicienne que nous jouent depuis des semaines les Macron, Barnier, Retailleau, Bayrou et cie n'en

est que plus cynique. Tous ces compères-concurrents plongent les plus pauvres dans la catastrophe sociale pour servir les riches.

Bayrou cherche aujourd'hui à composer un prétendu « *gouvernement d'intérêt général* ». Le PS et les écologistes se prêtent à ce jeu tout en disant qu'ils n'en seront pas, rencontrant tantôt Macron, tantôt Bayrou. LFI cherche à se démarquer mais n'a d'autres perspectives que de nouvelles élections, dans le cadre de cette société sans remettre en cause ses fondements, la propriété privée capitaliste. Quant à Le Pen, elle se félicite de la censure et espère « *faire son miel* » de leur discrédit à tous amplifié par ces tractations, persuadée que la crise la rapproche du pouvoir... Elle postule à prendre en main les affaires de la bourgeoisie pour mettre au pas les travailleurs.

Derrière les manœuvres et calculs, ce sont des politiques d'austérité brutales contre les classes populaires qu'ils s'apprêtent tous à poursuivre et amplifier, au nom des difficultés économiques, des déficits, de la dette.

Face à eux, nos solidarités de travailleur-es, prendre nos affaires en main

Face à la vague de licenciements, aux attaques sur les services publics, aux salaires bloqués, les directions syndicales sont impuissantes, incapables de rompre avec le « *dialogue social* » qui les lie au patronat et aux gouvernements. Les dernières déclarations de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, en attestent, elle qui appelle Bayrou à une conférence sociale sur l'emploi afin de « *prendre des mesures d'urgence pour sauvegarder l'industrie* », voulant faire croire qu'il pourrait y avoir une solution dans des « conférences » avec les patrons !

Contre ces attaques, il n'y a pas d'autre solution que de préparer l'affrontement contre l'Etat et les patrons. La colère est bien là. Des grèves éclatent contre les licenciements, pour les salaires, contre la vie chère ou l'oppression comme en Martinique ou en Kanaky.

C'est d'en bas que viendront les réponses à leur système en faillite, en faisant nous-mêmes, entre travailleur-ses, de la politique pour nos intérêts collectifs.

Les salarié-es du Groupe Bordeaux Nord à Périgueux se sont fait entendre

Les salarié-es de la clinique Francheville à Périgueux et du centre de rééducation Lalande (SMR), récemment achetés par GBNA, se sont mis en grève le 12 novembre dernier.

Ce sont les propositions des deux directions qui ont déclenché la colère des salarié-es : 54 € de prime d'assiduité pour la clinique et 40 € de prime pour le SMR, loin des 200 € et 500 € nets d'augmentation de salaire revendiqués.

Après 6 jours de grève, les salarié-es du SMR ont obtenu 89 € bruts en prime et en augmentation de salaire, dont 20 € de prime d'assiduité.

Les salarié-es de la clinique, après près de 4 semaines, ont fini par obtenir 77 € bruts de prime dont 20 € de prime d'assiduité en janvier et 180 € nets de prime ponctuelle de partage de la valeur en décembre.

La direction, comme le Groupe GBNA, a préféré refuser des patients, annulé près de 1000 interventions, plutôt que de céder aux revendications légitimes des grévistes. Cela alors que le Groupe GBNA prévoit une 2ème année consécutive de déficit.

Cette grève, la première pour beaucoup, a permis de tisser de nouveaux liens importants pour les combats futurs.

Grève à l'Ehpad Paul Claudel à Mérignac

Les salariés de l'Ehpad Paul Claudel à Mérignac étaient en grève les 18 et 19 novembre derniers pour dénoncer leurs conditions de travail et des salaires indécentes. Ils en ont ras le bol de ne pas avoir le temps et le personnel nécessaires pour prendre dignement en charge les personnes âgées.

Leurs revendications, entre autres : du personnel, la revalorisation générale des salaires, la mise en place d'un 13ème mois, le paiement des jours de grève.

Les grévistes, rassemblés devant l'établissement, ont reçu le soutien de voisins, de familles de résidents et de militants CGT du public comme du privé.

Ils n'ont ressenti que mépris de la direction, récemment mise en place, osant dire qu'elle ne pouvait rien faire, car elle ignorait la situation financière de l'Ehpad. Rien que ça !

Or cet Ehpad appartient au Groupe Domidep qui possède une centaine d'établissements en France et qui a acheté récemment des Ehpad du groupe Medicharme.

Face à la fin de non-recevoir de la direction, les salariés n'ont pas dit leur dernier mot !

La Justice au service des intérêts patronaux

L'inspecteur du travail vient d'autoriser le licenciement de Kamala, déléguée syndicale CGT à l'Ehpad *Notre Dame de Bonne Espérance* pour « *trouble objectif* », tout simplement pour avoir exercé son mandat d'élu(e), défendu ses collègues, dénoncé une direction aux pratiques autoritaires sur le personnel.

Le même jour, la cour d'appel de Bordeaux condamnait deux militants et responsables de la CGT Energie à 9 mois de prison avec sursis, suite à des coupures de courant durant le mouvement contre la réforme des retraites. En janvier dernier, le tribunal correctionnel avait décidé de les relaxer. Mais le parquet avait alors fait appel : pas question de laisser passer !

Une justice de classe au service des patrons, bien décidée à ne pas laisser croire qu'on peut contester impunément leur système. Ces jugements iniques ne feront qu'aviver la colère contre les patrons et leurs défenseurs au sein de l'Etat.

Effondrement du service public de psychiatrie

La crise des lits et des bras dans la psychiatrie est bien connue. La gestion de la crise aux urgences psychiatriques l'est moins. 566 000 passages ont été recensés en 2023, soit une hausse de 21 % par rapport à 2019.

Si ces patients représentent moins de 3 % des passages aux urgences, les consultations pour ce motif ont augmenté deux fois plus que l'activité globale des urgences sur la période.

Après le passage aux urgences, la psychiatrie ne suit pas. La part des nouveaux patients pris en charge dans les structures publiques et privées confondues a baissé de 8 % entre 2019 et 2023.

L'offre psychiatrique, mêlant différents dispositifs est en surchauffe, avec des mois d'attente, parfois plus, pour être pris en charge. En Pédopsychiatrie, c'est l'effondrement : le nombre de pédopsychiatres a chuté de 34 % entre 2010 et 2022.

Le gouvernement Barnier avait promis d'ériger la santé mentale en « grande cause nationale »... Ça ne coûte pas grand-chose les promesses.

Nous avons besoin d'une embauche massive, de conditions d'exercice en lien avec nos spécificités. Et le besoin de prévention et de structures alternatives et spécialisées est urgent.

De grands stratèges !

Dans une étude publiée il y a quelques jours, France Stratégie, organisme rattaché à Matignon, suggère... d'augmenter les salaires pour faire face à la chute brutale de postulants pour entrer dans la Fonction publique (toutes fonctions publiques confondues)...

L'étude découvre en effet que l'évolution de la rémunération moyenne des salariés publics à plein temps a été inférieure à celle des salariés du privé tout au long de la décennie 2010. Au point que le salaire moyen dans le privé (pourtant pas vraiment haut !) a fini par dépasser celui du public.

Augmenter les salaires ? Ce n'est pas ce que tous les salariés, du public et du privé, on répète depuis des lustres ? On peut même leur rappeler le chiffre s'ils ont oublié : 400 euros net pour tous minimum !